

4 Économie

Ministère du Pétrole et des Hydrocarbures

Le Directeur général des Hydrocarbures viré

Maxime Serge MIHINDOU

Libreville/Gabon

L'information a surpris plus d'un. Nommé le 28 décembre 2016, le directeur général des Hydrocarbures, Jacob Tsioba Thaty, a été démis de ses fonctions par décret présidentiel en date du 7 août 2017. Selon des sources internes au ministère du Pétrole et des Hydrocarbures, il est reproché

à ce haut fonctionnaire plusieurs malversations financières dont le montant se chiffrait en milliards de francs.

D'après toujours nos sources, Jacob Tsioba Thaty aurait ouvert un compte au nom de son département dans une banque commerciale de la place sans l'autorisation préalable du ministre de l'Économie et de celui du Pétrole. Surtout qu'une disposition régle-



Photo : D.R.

Le désormais ex-directeur de la DGH Jacob Tsioba Thaty.

mentaire stipule que seuls les comptes légaux des ministères doivent être logés soit à la Caisse de dépôt et de Consignation (CDC) soit au Trésor public.

De ce compte "secret" ouvert dans cet établissement bancaire de la place, d'importantes sommes d'argent auraient été sorties pour une utilisation inconnue, précise notre source. Pour mémoire, lors de sa prise de fonction, l'actuel

ministre du Pétrole et des Hydrocarbures aurait, dit-on, mis en garde, lors d'une réunion de clarification, tous les hauts responsables de son département sur l'interdiction formelle d'ouvrir des comptes dans des structures commerciales au nom du ministère. Une injonction qui visiblement n'a pas prospéré et qui plonge, à nouveau, son département au cœur d'un scandale financier.

Situation à la SNBG

Une ouverture du capital en vue

Maxime Serge MIHINDOU

Libreville/Gabon

D'après un haut cadre de l'entreprise, l'Etat actionnaire majoritaire de la SNBG à hauteur de 80 % aurait simplement décidé de céder une partie de ses actions à d'autres investisseurs, en raison de ses difficultés de trésorerie. Mais aussi, a-t-il assuré, pour développer les capacités de production industrielle des usines de la société. L'opération en passe d'être finalisée a conduit, au préalable, à un plan social marqué par le départ de 350 agents suivi du paiement intégral de leurs droits assorti d'un bonus de 4 mois de salaires payés. Ce qui alimente, tout de même, bien des commen-

taires...

Contrairement aux informations véhiculées sur les réseaux sociaux et autres sites d'informations économiques, la Société nationale des bois du Gabon (SNBG) ne serait pas en faillite. Selon le démenti apporté par un haut cadre de l'entreprise, il s'agirait plutôt, a-t-il indiqué, d'une ouverture du capital à des investisseurs intéressés par le développement de l'entreprise, en amont comme en aval, en intégrant la 3e transformation. Une option prévue depuis, assure-t-il, dans le plan de développement de l'entreprise et qui aujourd'hui arrive à « maturité ».

« Malgré les difficultés économiques que traverse l'économie nationale, il n'est pas question de vendre ou de brader notre équipement in-



Photo : Jean MADOUA

La SNBG va ouvrir son capital à un investisseur dont l'identité n'est pas révélée.

dustriel que nous avons acquis au prix de beaucoup de sacrifices. Après la décision d'interdiction d'importation des grumes, la SNBG, contrairement aux autres sociétés forestières, s'est retrouvée dans une situation extrêmement difficile qui pouvait présager un dépôt de bilan car, notre métier d'origine qui est le négoce, venait brutalement d'être arrêté. Mais, avec l'aide de l'Etat, nous avons pris l'option de nous redéployer vers

l'industrialisation avec la construction d'unités moderne de production comme l'usine d'Owendo », nous a-t-il confié.

L'Etat aujourd'hui actionnaire majoritaire de la SNBG à hauteur de 80 % aurait donc décidé, d'après notre interlocuteur, de céder une partie de ses actions, sans en préciser le pourcentage. L'opération serait déjà bien lancée. Plusieurs groupes internationaux auraient, en

effet, manifesté leur intérêt pour un partenariat public-privé avec l'Etat. Le nom d'un groupe forestier chinois et celui de la multinationale Olam reviennent avec insistance dans le milieu. Ce que s'est refusé de confirmer ou d'infirmer le haut cadre de l'entreprise.

« Il revient seul à l'Etat de communiquer sur l'identité du nouveau partenaire de la SNBG », a-t-il simplement lâché.

En attendant la finalisation imminente de l'opération, la direction générale de l'entreprise a mis en place un plan social marqué par le départ de 350 agents de l'entreprise suivi du paiement intégral de leurs droits assorti d'un bonus de 4 mois de salaires payés. Ce qui apparaît, à bien des égards, comme une curiosité pour une entreprise qui

souhaite simplement ouvrir son capital à d'autres investisseurs et qui, à juste titre, nourrit les rumeurs sur une cession définitive des actifs de la société.

« Rappelez-vous. En 2010-2011, lors de la restructuration de la société, nous avons procédé de la même manière en mettant fin à tous les contrats de nos agents. Il s'agissait de faire table rase avant de redémarrer notre activité. A la fin, vous avez pu constater que nous avons repris l'intégralité de notre personnel en créant même de nouveaux postes. C'est la même procédure que nous avons appliquée dans cette ouverture de capital. Je puis vous assurer que de nouveaux emplois vont être créés à l'issue de cette opération car, de nouvelles chaînes de production vont voir le jour », s'est-il défendu.

Pénurie et gaspillage d'eau dans la capitale

Guy Bertrand Mapangou en croisade

MSM

Libreville/Gabon

D'après une étude des services techniques du ministère de l'Eau et de l'Énergie, près de 87 400 m3 d'eau s'évaporent sur l'ensemble du territoire national en raison des fuites avant ou après compteur. Une situation qui interpelle le département au moment où Libreville connaît des difficultés majeures dans son approvisionnement en eau.

En effet, la capitale « n'a besoin », dit-on que de 15 000 m3 d'eau supplémentaires pour combler son déficit. Alors que faire quand près de 87 000 m3 s'écoulent en pure perte dans la nature, à

l'indifférence générale et privant d'eau des quartiers entiers dans les communes de Libreville et d'Owendo ?

C'est cette problématique que le gouvernement tente, à travers le ministère de l'Eau, de résoudre au plus vite en impliquant son partenaire la SEEG.

Le ministre Guy-Bertrand Mapangou vient d'annoncer qu'une vaste opération visant à traquer les fuites d'eau en partenariat avec la SEEG va être lancée dans tous les quartiers de la capitale. Il s'agira d'identifier les zones les plus importantes de fuite, colmater les brèches et attiser le civisme des populations quand des cas de fuites sont constatés, en expliquant méthodiquement les gestes à faire.



Photo : Ariside Mousavou

Le ministre Guy-Bertrand Mapangou a décidé de partir en croisade contre le gaspillage d'eau

« Savez-vous, par exemple, qu'à la Maternité Joséphine Bongo, il y a une fuite d'eau non réparée depuis 5 ans ? Des cas comme ça, il y en a des milliers à Libreville ! On se plaint tous les jours des pénuries d'eau alors qu'il y a des milliers de litres qui s'évaporent dans l'indifférence générale dans la nature. Chacun

doit prendre ses responsabilités. La SEEG à qui incombe la réparation de ces fuites en premier. Mais, aussi les populations qui sont aussi responsables de la dégradation des tuyauteries et autres. Il faut donc une action commune Gouvernement-SEEG-Populations pour régler ce problème », nous explique un techni-

rien du ministère de l'Eau et de l'Énergie.

La situation dans l'approvisionnement en eau de la capitale est devenue de plus en plus intenable avec la baisse saisonnière de la pluviométrie. Afin de lutter efficacement contre cette baisse de la production d'eau durant la période de juillet à septembre, le directeur général de la Société d'énergie et d'eau du Gabon, Antoine Boo s'est résolu à mettre en place un plan d'urgence de renforcement de ses capacités, avec le lancement, le 19 juillet 2017, à Ntoum, du projet "CimGabon II".

Évaluée à 3 milliards de franc CFA, cette usine devrait permettre une tranche supplémentaire de production en eau pouvant aller jusqu'à

36 000 m3/j. Soit l'équivalent de l'alimentation de 190 000 habitants, disponible 9 mois de l'année hors période d'été.

Au cours de cette visite à Ntoum, le directeur général de la SEEG avait, également, promis de mettre dans les prochains jours, un plan de gestion rationnelle d'eau à travers le nettoyage des installations. Mais, aussi le dépêchement d'une équipe d'agents chargés de la vérification continue et la réparation des fuites enregistrées sur l'ensemble des conduits d'eau sur les voies publiques. Il avait aussi exhorté les populations à la citoyenneté, orienté vers l'économie d'eau en évitant toute forme de gaspillage pendant cette période.

CHANGEMENTS	COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 09/08/2017	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSISERS			
		DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA		en date du	
		XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957	CAC 40	09/08/2017	5 197,40
		USD	1,1814	1USD =	555,237	1 USD	574,670	DOW JONES	09/08/2017	22 104,29
		CAD	1,4959	1CAD =	438,503	1 CAD	461,958			
		JPY	130,3100	1JPY =	5,034	100 JPY	523,456			
		GBP	0,9068	1GBP =	723,392	1 GBP	755,393			
		CHF	1,1478	1CHF =	571,491	100 CHF	59 893,54			
		ZAR	15,5533	1ZAR =	42,175	100 ZAR	4 385,67			
		MAD	11,1483	1MAD =	58,839	1 MAD	61,19			
		CNY	7,9163	1CNY =	82,862	1CNY	85,35			
		KES	122,8700	1KES =	5,339	1KES	5,50			

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
09 Août 2017: 52,02

Union Gabonaise de Banque
SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>